

LE PEN, COMÉDIEN DE L'IMAGINAIRE ET L'INSÉCURITÉ

Les élections présidentielles du premier tour en 2002 ont sidéré la classe politique en France et dans le monde. Le Pen arrive comme deuxième homme au second tour. Personne ne l'attendait, ni les militants de gauche ou de droite, ni les différents experts des sondages d'opinion. Nous devons comprendre ce phénomène imprévisible par la science politique. Personnellement, cela ne m'a pas étonné. J'en tire, avant tout, une méconnaissance inouïe des mécanismes de l'imaginaire social, à la fois leurrant et créateur, dans la société contemporaine et chez ses grands dirigeants.

1. Travail, Famille Patrie

Le credo de l'extrême droite pétainiste traditionnelle est repris tranquillement par Jean-Marie Le Pen, sous des déguisements divers. On connaît son nouveau slogan : « socialement à gauche, économiquement à droite et nationalement français ». Le leader de l'extrême-droite ne craint pas les contradictions et se met au goût du jour, sans souci de sérieux économique et social. C'est qu'il fonctionne à l'imaginaire et non à la rationalité économique.

Un sens inné de l'affectivité populiste

Jean-Marie Le Pen est un comédien. Il le reconnaît d'ailleurs à la télévision. Il a compris depuis longtemps que la « scène politique » est régie par les règles de la société du spectacle. Il en use et il en abuse largement. Aucun de ses « bons mots » n'est improvisé, tout est calculé le mieux possible en fonction de l'état de la vie politique du moment. Mais Le Pen présente une caractéristique habituelle chez les grands dictateurs de l'histoire : une intuition de l'imaginaire populiste. Tous les dictateurs manipulent très largement les couches les plus délaissées de la population (le « sous-prolétariat » déjà dénoncé par Marx). Souvenons-nous de la montée du national-socialisme et du fascisme en Allemagne, en Italie, au Portugal et en Espagne avant la deuxième guerre mondiale, comme l'état de terreur des colonels grecs, des régimes d'extrême-droite d'Argentine, du Brésil et du Chili en leur temps dans la deuxième partie du XXe siècle. L'état économique actuel, dans la foulée de la dérégulation et de la délocalisation, liée à la mondialisation, rejette une grande partie des petites gens dans une inégalité toujours plus vive. Les salaires sont dérisoires et les retraites correspondantes sont à peine à la hauteur d'une simple survie. Les plus jeunes, surtout lorsqu'ils sont dépourvus de diplômes, trouvent difficilement du travail. Les plus vieux sont fragilisés et soumis à toutes les violences. La bureaucratie envahit toute la société civile et les politiques semblent loin de leurs concitoyens. La peur s'amplifie suivant la logique propre à la société du spectacle. Le Pen prend appui sur cet état économique et social. Il fait semblant d'être du côté des pauvres, du monde ouvrier, en sachant qu'il existe toujours un fond de xénophobie, d'antisémitisme et de racisme chez les plus démunis. Il oublie de dire qu'il est imposé lui-même sur les grandes fortunes. Ce qui le différencie singulièrement des leaders d'extrême-gauche du front du refus au gouvernement socialiste. Le Pen vient d'un milieu populaire et « sent » ce qu'il faut dire au bon moment à son auditoire. Il use d'une imagination métaphorique très habituelle dans les milieux ouvriers. Son problème n'est jamais d'apparaître crédible sur le plan rationnel mais de « toucher » affectivement par une image ou une pirouette plus ou moins ironique. Les citoyens

de sa région bretonne paraissent avoir fait le point sur son attitude de comédien. Ils ne lui accordent pas leurs suffrages au même niveau que ceux d'Alsace. Comme en milieu populaire, il n'hésite pas à donner le coup de poing. Il aime s'affronter. Il provoque Jacques Chirac dans cet état d'esprit en tentant de lui imposer un « tête à tête » télévisuel où il pourrait jouer à merveille son rôle tragi-comique. Il rappelle son passé de parachutiste. L'importance de la force physique et de l'autorité rigide dans la famille. Ses propres filles, comme des Walkyries rayonnantes, typiquement « aryennes », le soutiennent sans jamais le critiquer, contrairement à leur mère dont Le Pen s'est débarrassé pour revivre avec une femme plus jeune. Ce faisant, il participe également de l'imaginaire du peuple dans lequel le « mâle », supposé toujours jeune et vigoureux à tous points de vue, est valorisé. Les jeunes prolétaires qui votent pour lui peuvent y être très sensibles (les moins de 35 ans représentent 30% de son électorat très largement populaire).

La peur de l'autre, la restauration de la famille conservatrice, l'individualisme petit-bourgeois, le chauvinisme bien français, sont les points-clés de cet imaginaire. Ils correspondent à des schèmes imaginaires profondément inscrits dans l'inconscient social.

L'imaginaire du héros civilisateur

Gilbert Durand¹ a bien montré que la constellation des images dans une société se regroupaient autour de trois grandes constantes : celles du schème héroïque, du schème mystique et du schème synthétique. Le Pen plonge littéralement dans le schème héroïque pour asseoir son image. Le schème héroïque est cette constante de l'imaginaire qui met en avant une figure lumineuse, vaillante, tranchante, qui se lève pour éclairer de sa puissance l'obscurantisme environnant. Le héros (« Zorro ») vient défendre les faibles contre les forts, les simples contre les intellos, les pauvres contre les riches, l'intelligence du vrai contre le mensonge travesti. Je ne sais si Le Pen connaît intellectuellement cette dynamique de l'imaginaire mais je suis certain qu'il la connaît intuitivement. En bon comédien, il l'utilise très bien. Il propose d'augmenter considérablement les budgets de l'Armée, de la police de la justice. La construction de prisons, la répression systématique sont ses chevaux de bataille. Sur le plan imaginaire, le 1^{er} mai, il recharge l'image de Jeanne d'Arc en armure et à cheval. Son chant de ralliement est *La Marseillaise*. La mise en scène de ses meetings est particulièrement soignée. Il se présente « à l'américaine », toujours fringant et en pleine forme, souriant, maniant à la fois l'envolée du verbe systématiquement critique et du verbe en pirouette ironique. Le décor est en accord avec son allure et ses images. Ainsi on voyait une fausse flamme (emblème de FN) tourner en couleur sous l'effet d'un souffle dans ses derniers rassemblements. Dans les spots télévisés de son lieutenant Bruno Mégret, à la fois honni par lui et nécessaire spectaculairement pour le faire valoir, selon une logique bien connue des psychologues sociaux (la logique du « second du navire »), on voyait à chaque fois une mise en scène d'un petit film centré sur l'insécurité des jeunes ou des personnes âgées ; ou encore de l'Etat comme monstre puisant dans votre porte-monnaie, et dans lequel le « héros » comme Zorro (Mégret en personne) arrivait au bon moment pour chasser l'intrus.

Le point zéro de la classe politique

¹ Gilbert Durand, *les structures anthropologiques de l'imaginaire*, Paris, Bordas, 1960

Face à cet appel de l'imaginaire bien réussi chez Le Pen, les forces de droite et de gauche ne font pas le poids. Naguère, du temps du général de Gaulle, il n'en était pas de même. Le général de Gaulle incarnait historiquement l'image héroïque de la Résistance et Le Pen ne pouvait se comparer. C'est tout juste s'il tentait de jouer avec cette imagerie de la résistance en rappelant son action personnelle dans son adolescence. Mais depuis la mort de de Gaulle, la classe politique de droite n'a plus de leader de cette envergure. Le Président Chirac est trop marqué par les « affaires » pour s'affirmer comme héros imaginaire, nécessairement « pur » de toutes taches possibles. À gauche, après la mort à la fois réelle et symbolique de François Mitterrand, il en va de même. Lionel Jospin ne peut représenter ce héros civilisateur. Il n'est pas assez direct, pas assez ferme, pas assez tranchant sur le plan des idées socialistes traditionnelles. Il n'inspire pas l'émotion, seulement la raison de la complexité, c'est-à-dire l'une des approches les plus difficiles à intégrer. Celle qui pourrait s'accommoder du schème « synthétique » chez Gilbert Durand. La gauche cherche désespérément son héros. Elle ne trouve que des politiciens, certains douteux, d'autres, majoritaires, sérieux et dévoués mais en aucun cas susceptibles de jouer avec l'imaginaire. Mêmes des « coups d'imaginaire », comme l'invention de la fête de la musique par Jack Lang, ne suffisent pas. Les jeunes ne s'y trompent pas. Pour eux, tout se vaut. Leur attitude est d'indifférence. Aucune figure politique ne fait le poids. Excepté peut-être pour des jeunes venus comme le leader de 27 ans de la Ligue Communiste Révolutionnaire ou la figure « héroïque » d'Arlette Laguillier. Certes le résultat des élections a fait surgir une sorte de retournement de la conscience politique des jeunes. C'est peut-être un effet inattendu de la réussite du vote en faveur de Le Pen : une résurgence de la conscience politique des jeunes.

Le héros a besoin de la menace d'un ennemi

Le schème héroïque de l'imaginaire se doit de se confronter avec un ennemi. C'est le dragon dans la légende du chevalier. C'est le « Maure » chez Roland à Ronceveau. C'est Ben Laden pour Bush, Arafat pour Sharon. Pour Le Pen, c'est « l'immigré ». Dans ses propos, tout est organisé pour accuser l'immigration maghrébine de tous les maux, et en particulier, de l'augmentation de la délinquance et de la criminalité. S'il est vrai qu'une certaine délinquance a pu augmenter ces dernières années, la réalité a été largement gonflée par le jeu des médias qui se focalisent systématiquement sur le cas dramatique particulier. C'est l'image la plus tragique et la plus exceptionnelle qui compte. Où la plus banale mais mise en lumière pour une vision en coulisse (« Loft story »). L'insécurité et l'incivilité sont prises dans ce jeu du spectaculaire. L'impression ressentie est une injustice de plus en plus évidente et une impunité quasi absolue des délinquants. Le discours sur l'insécurité qui s'est développé dans tous les partis politiques de droite et de gauche a multiplié l'imaginaire de l'insécurité, selon une logique bien démontrée par les sociologues depuis longtemps (voir deuxième partie de l'article).

La famille et le schème mystique de l'imaginaire

Le Pen sait également utiliser le schème « mystique » de l'imaginaire, notamment à propos de sa conception de la famille. Le schème mystique est engendré par une disposition neurophysiologique et sensori-motrice vers le « dedans », de succion, de

repli sur soi, de retour à la vie intra-utérine, à la protection chaleureuse et maternelle. La famille lepeniste représente bien cette dimension de l'imaginaire. La femme est avant tout une mère qui doit rester à sa place de mère. Pour cela l'Etat doit l'y aider en lui fournissant un salaire équivalent au SMIG. Dans ce cadre le père doit retrouver sa place et son autorité. La vie sociale, extérieure, est celle de l'homme « héroïque ». Il retrouve, dans l'intimité de sa famille (marié ou non, car, comme le reconnaît Jean-Marie Le Pen « moderniste » on parle aussi aujourd'hui de « compagne »), la sécurité de l'intime. Les positions sociales sont bien cadrées. Evidemment, cela ne va pas avec l'Interruption Volontaire de Grossesse (IVG) qui sera abolie dès que possible. La famille est d'ailleurs « française ». Seule cette dernière bénéficiera des droits nouveaux lepenistes. La « mère au foyer » qui ne travaille pas, n'a pas d'activité politique et sociale, est centrée sur son mari et ses enfants, capable de consoler son « guerrier » de mari, est la figure centrale de l'idéologie lepeniste. On comprend que Le Pen cligne de l'œil du côté du pourcentage des chasseurs dont le leader renâcle malgré tout.

2. Citoyenneté sécuritaire et métissages culturels

Notre époque est inéluctablement sous le signe du choc culturel entre les groupes et les sociétés différentes. Les événements des années 1990 en Allemagne et en Bosnie Herzégovine, comme la guerre israélo-palestinienne en 2002 nous montrent, à l'évidence, les catastrophes humaines qu'une cécité politique et sociale occasionne à cet égard. Pour tout éducateur, la question qui reste posée est celle-ci : quelles sont les valeurs que nous voulons inculquer à nos enfants en cette fin du XX^e siècle ? Quel type d'homme nous proposons-nous de former ? Quel contenu éducatif désirons-nous voire inscrire dans nos programmes d'enseignement pour aller vers les sociétés multiculturelles telle qu'elles se dessinent de plus en plus sous nos yeux, dans les sociétés modernes, malgré les difficultés et les drames (François.Laplantine, Alexis Nouss²).

Qu'appelle-t-on une « citoyenneté sécuritaire » ?

C'est l'esprit de sécurité, toujours axé sur la défense des privilèges établis, quel que soit le groupe social concerné, qui est le frein le plus puissant à toute évolution éducative par rapport à ce problème nouveau de l'interculturalité. Nous savons tous que cette question est particulièrement complexe et ne peut être traitée par un raisonnement à l'emporte-pièce. Soutenons comme hypothèse principale, qu'avec l'esprit de sécurité, c'est la peur de l'autre qui est première. Cet esprit sécuritaire propre à nos sociétés modernes de plus en plus frileuses à l'égard de la différence et surtout de l'altérité, d'où vient-il ?

Encombrement et citoyenneté sécuritaire

Les citoyens français ont littéralement été « encombrés » par le nombre de candidats aux élections présidentielles de 2002. Que faire avec tant de candidats dont on ne saisissait pas toujours les différences, mise à part la multiplication des extrêmes ? La notion d'encombrement a été dégagee, il y a plus de trente ans, par le

² François Laplantine, Alexis Nouss, s/dir, *Métissages de Arimbardo à Zombi*, Paris, Pauvert, 2001, 634 p.

Centre d'études prospectives (association Gaston Berger³). Les chercheurs parlaient alors d'« homme encombré » par les diverses modalités de la vie moderne et montraient à quel point la pensée, les pratiques, les produits de l'homme contemporain devaient tenter un dégagement nécessaire à sa créativité. C'est sous cet angle, relié à la question de l'éducation, notamment interculturelle, que j'examinerai les différentes composantes de ma problématique, en fonction à la fois de ma pratique de psychosociologue animateur de groupes franco-allemands pendant près d'une vingtaine d'années et ma pratique d'enseignant du supérieur dans une université largement interculturelle. L'« encombrement » est, sans conteste, un fait marquant des sociétés contemporaines. Il s'agit même de l'une de ses formes pathologiques. Dans les pays riches, et pour les classes sociales privilégiées avant tout, l'abondance de biens et services, matériels et symboliques, conduisent les citoyens à ce qu'on a pu nommer l'« ère de l'opulence ». Certes, la « crise » énergétique et économique qui a touché nos sociétés à partir de la moitié des années 1970 a réduit un peu les critiques de la « société de consommation » dénoncée par Jean Baudrillard en son temps. Mais quiconque a franchi les limites des frontières des sociétés à technologie avancée pour regarder ce qui se passe outre-mer sait très bien que la rareté, la lutte pour la survie, la société de pénurie se trouvent là-bas majoritairement et non pas ici. Le fossé se creuse de plus en plus entre les sociétés pauvres et les pays d'abondance et l'on va, clopin-clopat, vers une cassure internationale dont les conséquences catastrophiques ne sont pas encore imaginables. Un film tourné par la B.B.C. intitulé *La Marche*, nous proposait il y a déjà quelques années, une politique-fiction fondée sur la « bombe démographique » et la faim en Afrique. On y voyait des millions d'Africains non-violents, décidés de venir mourir de faim, sous nos yeux de nantis, en Europe, plutôt de rester avec leur mort secrète dans leur pays. Evidemment ils étaient arrêtés par la force armée au seuil de l'Europe.

La notion d'encombrement

Gaston Berger proposait de distinguer dans l'encombrement de notre vie deux types de productions : d'une part des « réserves » dont l'utilisation est différée et de l'autre les « déchets » (machines obsolètes, méthodes supplantées, institutions vidées de leur substance, idées inadéquates). Aujourd'hui la tendance s'est encore développée avec l'ère de la société de communication et d'information. Néanmoins, il n'est pas facile de définir l'« encombrement ». Evidemment on pourrait le définir comme un « trop » de quelque chose. Mais parfois l'encombrement résulte justement d'un « manque » (songez aux encombrements automobiles et, complémentairement, au « manque » de voies de dégagement). Il s'agit plutôt d'un décalage à un moment donné d'une structure sociale entre un « trop » et un « pas assez ». Or ce décalage est inéluctable dans nos sociétés à haute technologie, dont chaque nouvelle invention accélère le processus. Comme l'écrivent les auteurs de la revue *Prospective* (p. 29) « dans son activité courante, un homme utilise des moyens pour effectuer une tâche qui se situe dans un espace ou domaine d'action. Il apprécie les résultats de son action par référence à une norme, pour permettre un éventuel ajustement. Le phénomène d'encombrement peut se rencontrer à chacun de ces niveaux : moyens à utiliser, tâches à accomplir, espaces dans lesquels se réalisent ces tâches, normes de résultats exigés ». Au niveau des moyens d'action

³ *Prospective*, n°15, *L'homme encombré*, Paris, PUF, Avril 1969

l'encombrement se situe principalement dans la surinformation. Quel responsable peut réellement se tenir au courant de la masse d'informations spécialisées dans son champ professionnel aujourd'hui ? Même les chercheurs spécialistes n'arrivent pas à lire tout ce qui les concerne et le traitement informatique des données n'empêche pas d'être submergé par une surabondance informationnelle comme on peut l'expérimenter en interrogeant une banque de données sur un sujet précis. Insistons sur un aspect de la logique de l'encombrement pour ce qui nous intéresse : la liaison entre l'encombrement politique et la décitoyennisation.

L'encombrement politique et la décitoyennisation

Par « décitoyennisation », j'entends un processus qui conduit chaque citoyen, dans un moment de l'histoire d'une société, à abandonner peu à peu au profit de l'Etat-providence, les droits et les devoirs qui sont les siens dans une démocratie authentique. Mais plus il délègue aveuglément à l'État son pouvoir de citoyen et plus la politique devient pour lui un objet sans valeur. Aux prises avec une sorte de mirage sécuritaire, le citoyen « sans appartenance » (Gérard Mendel⁴) délaisse les élections pour des plaisirs plus personnels. Devant la chute des grandes figures symboliques qui lui donnaient du sens, on ne s'étonnera pas qu'il en arrive rapidement à un « fatigue d'être soi » (Alain Ehrenberg⁵) pour reprendre le titre d'un ouvrage stimulant. Cette fatigue d'être soi dans la non-reconnaissance sociale, liée à la « montée de l'insignifiance » dont parle Cornelius Castoriadis⁶, débouche alors sur le suicide et sur la barbarie comme le fait divers de la tuerie de la mairie de Nanterre en 2002 l'a démontré. Plus que les objets, Baudrillard a bien repéré que ce sont les signes qui nous envahissent⁷. Le citoyen actuel est soumis à un bombardement journalier de signes sonores, visuels, grossiers ou subtils, silencieux ou tonitruants qui servent de points de repère à la facticité de la vie sociale, politique et culturelle étalée au grand jour des médias. Certes il en filtre un très grand nombre, mais comment peut-il ne pas entrer dans un sentiment diffus d'inutilité généralisée d'une information d'autant plus imposante qu'elle ne porte pas sur l'essentiel. Plus que tout autre, le champ politique est saturé par cette enflure du signe. Les « jeunes » ne s'y trompent pas, sans toujours l'analyser correctement, et se désintéressent du jeu électoraliste de leurs parents. Beaucoup de jeunes s'organisent dans des groupes et des « clubs » qui expriment ouvertement cette attitude de décitoyennisation, tout en manifestant les modalités de l'« air du temps » : l'individualisme post-moderne (club de mini-informatique, de modélisme, de « fans » de vedettes de la chanson, groupes « rap », soirées « rave », etc.). Leur connaissance de l'Histoire devient de plus en plus lacunaire, émietlée, d'une actualité non reliée. Corrélativement aux notions de droits et de devoirs, la notion de citoyenneté est traditionnellement fondée sur l'idée même de menace. On devient citoyen en se croyant menacé, d'une manière imaginaire ou réelle. Ainsi, lors de la naissance de la démocratie en Amérique, les membres du May Flower scellent un Pacte fondant leur citoyenneté en présumant de l'hostilité des occupants des territoires où ils allaient débarquer. Cette dimension de la menace nécessaire dans toute citoyenneté traditionnelle est prise en compte et mise en scène dans le jeu de la « société du spectacle » (Guy Debord). Que

⁴ Gérard Mendel, *54 millions d'individus sans appartenance*, Paris, Robert Lafont, 1994

⁵ Alain Ehrenberg, *La fatigue d'être soi, dépression et société*, Paris, Odile Jacob, 1998

⁶ Cornelius Castoriadis, *La montée de l'insignifiance, Carrefours du Labyrinthe IV*, Paris, Seuil, 1996

⁷ Jean Baudrillard, *La société de consommation*, Paris, idées/Gallimard, 1979

deviendrait le jeu politique sans les figures grandguignolesques de quelques agitateurs meurtriers du Moyen-Orient ou les actions spectaculaires de quelques groupuscules dont l'ombre « menaçante » est sans cesse profilée par les journalistes et l'influence du cinéma et de la télévision. Évidemment, lorsqu'ils réussissent leur coup, comme le 11 septembre 2001 à New-York, la « menace » enfin réalisée coagule les peurs et les haines corrélatives, divisant la société en « bons » et en « méchants ». La vieille dichotomie facile de la pensée politique reprend ses droits. La barbarie est encore plus près de nous que jamais. La plupart des films d'action made in USA excellent à montrer la réorganisation de la société civile : celle du « cow-boy » contemporain abandonné par l'Etat et seul contre tous, ennemis et amis, pour rétablir la Justice et l'Amour de la Patrie (cf. la série des Rambo et ses ersatz multiples). Mais quelle véritable menace permettra la création d'une citoyenneté européenne démythifiée ? Est-ce vraiment celle d'un Saddam Hussein déguisé en guerrier nucléaire ou d'un Ben Laden fantomatique dans l'esprit des gouvernants Outre-Atlantique ? Ou celle du leader palestinien Yasser Arafat, pourtant quasiment prisonnier des militaires israéliens, dans les fantasmes obsessionnels du leader sioniste Ariel Sharon ? Qui peut encore y croire ? Est-ce celle de l'« invasion » des immigrés dans les pays européens ? Jusqu'où ira ce jeu des signes de la peur à travers les médias ? Les élections présidentielles et législatives françaises misent souvent sur ce phénomène de société et on voit et on entend rappeler les éternelles incongruités et absurdités sur la politique de l'immigration en France et le pseudo concept « scientifique » de « seuil de tolérance » de la part de tous ceux qui s'appuient chauvinement sur le sens de la « citoyenneté française ». Cette notion de « seuil de tolérance » aux étrangers est bien une des composantes du mythe de la menace inhérente à la conception de la citoyenneté⁸. Il s'agit d'une représentation elle-même largement mythique, sans contenu objectif. Chacun sait que les millions de réfugiés dans le monde, viennent principalement de pays pauvres du Sud, sont à 97% accueillis par des pays pauvres du Sud. Sa fonction sociale est de garantir l'idée de menace potentielle qui impose de plus en plus une citoyenneté sécuritaire dans les pays européens. C'est dans les années 1950 et 1960 qu'apparaît, en France, l'idée de l'existence d'un seuil de tolérance aux étrangers. Ce « seuil » définirait une proportion d'étrangers à ne pas dépasser dans la population d'accueil sous peine de voir surgir des conflits sociaux interethniques et des réactions de rejet. Il serait fixé à 10%, selon ses propagateurs. Or de nombreuses études ont montré l'inanité scientifique de ce « seuil de tolérance ». Malgré tout, il résiste dans les mentalités politiques car sa fonction n'est pas là où on l'affirme. Le « seuil de tolérance » est un élément imaginaire de l'objet « menace » inhérent à notre citoyenneté et il est rappelé à chaque fois par les idéologues les plus en vue de la presse conformiste : ainsi dans *Valeurs actuelles* (23/24 mai 1982) on trouve cette citation de Pierre Gaxotte : « Il est admis qu'une nation peut absorber 7% d'étrangers sans s'altérer. La France a atteint la côte d'alerte et, dans douze régions sur vingt, l'a dépassée. La France devient une autre nation ». Devenir une autre nation, voilà la grande peur des Français ignorants. Sait-on qu'on devient une autre nation beaucoup plus par l'emprunt d'idées, de conceptions du monde des pays économiquement les plus en vue, que par l'arrivée de personnes physiques étrangères souvent dépourvues de culture cultivée dans leur propre pays. Ces élans sécuritaires sont fondés sur des conceptions dignes de l'avant-guerre en Europe. Faut-il rappeler le travail, un peu ironique, de Ralph Linton

⁸ Denys Cuhe, Les bornes de la tolérance ou la tolérance bornée, notion et usage du "seuil de tolérance" » *Pour*, vers une société multiculturelle, n°86, Nov-Dec 1982, Toulouse, pp 23-30

(« One hundred per cent american⁹ ») qui montre la multiplicité des emprunts faits par la société nord-américaine pour aboutir à une culture 100 % américaine ! Avec un peu de lucidité, nous savons bien que nous devenons plus « Américains » par les produits importés, les modes affirmées, les novations technologiques et scientifiques, les influences artistiques, que « Algériens » ou « Africains » dont les représentants peuplent nos taudis urbains. En vérité, nous ne recevons pas assez d'influence de ce côté là de nos frontières. Le « seuil de tolérance culturelle », si jamais il en existait un, est loin d'être atteint, même s'il nous faut reconnaître que ce sont presque toujours les communes populaires qui accueillent le plus d'étrangers et se trouvent placées devant des alternatives difficiles. Nous avons tout à gagner à explorer les manières de sentir, d'interpréter le monde venues d'Afrique et d'Asie pour équilibrer celles importées d'Amérique. De plus en plus notre citoyenneté sécuritaire deviendra, par la force des choses, une citoyenneté métisse. Je veux dire par là une citoyenneté qui devra tenir compte, dans la définition de sa nature, de ses droits et obligations, toujours en création, des spécificités culturelles, non seulement des nationaux de souche, mais également des nouveaux citoyens venus de cultures différentes. Ces considérations ne doivent pas masquer pour autant la réalité psychosociologique des problèmes posés par l'afflux d'étrangers aux m%urs différentes dans des localités urbaines non préparées et qui ont déjà fort à faire avec des questions de chômage, d'urbanisation marginale et de délinquance. Encore faut-il cerner les données et ne pas confondre toutes les solutions.

L'encombrement psychique du citoyen sans appartenance

Le citoyen sécuritaire se voit de plus en plus et de mieux en mieux circonscrit et condamné à intégrer une masse d'informations qui renforce son attitude de soumission à l'égard de l'Etat-providence. Toutes formes d'assurances lui sont proposées à chaque moment et pour chaque trajet de son existence. Les discours politiques bondés de représentations idéologiques sur la sécurité (des biens, des personnes, des idées, des valeurs, des mythes, etc.) sont monnaie courante. Si la vie en acte lui impose une prise de contact avec une diversité extrême de valeurs sociales et de conduites humaines, l'idéologie sécuritaire le cantonne dans une rassurante et illusoire stabilité. Certes, il y a des dérapages dans cette logique de l'immuable. Il ne se passe pas quelques mois en France sans qu'une « bavure » policière, comme on dit pudiquement, ne vienne grossir les faits divers de l'absurdité humaine, petite s%ur de l'esprit sécuritaire. Le citoyen sécuritaire, sans cesse menacé par ses propres pulsions agressives fantasmées, vit dangereusement accablé par les images d'innombrables ennemis de l'intérieur qui le traquent de son réveil jusque dans son sommeil. Didier Anzieu, dans la revue *Prospective* déjà citée, a souligné que la conception freudienne de l'appareil psychique met en évidence une fonction essentielle de celui-ci : la défense contre l'encombrement : « L'angoisse veut dire : je vais être débordé. Elle conduit l'appareil psychique à imaginer l'état de catastrophe où il serait si le débordement avait effectivement lieu : désagrégation, destruction, disparition ; c'est là son effet déprimant » (p.79). Nous pouvons nous

⁹ Ralph Linton, One hundred per cent american, in *The American Mercury*, Vol XI, 1937, pp 427-430, cité par Simone Clapier-Valladon, *Panorama du culturalisme*, Paris, Epi, 1976, p.109

demander de quel citoyen il s'agit là ? Erich Fromm avait, en son temps, mis en lumière qu'une société pouvait être malade et folle, comme un individu. Notre citoyenneté sécuritaire européenne n'est-elle pas le symptôme de la pathologie généralisée de nos démocraties ? Le citoyen sécuritaire a, maintenant, son propre code symbolique, avec son langage spécifique qui s'exprime quand, par exemple, il décrit une agression : c'est le « langage de l'insécurité » dans la description des faits. Dernièrement, un jeune conducteur de bus en situation précaire, invente une agression incendiaire à son encontre pour changer de lieu de travail. Aussitôt, l'ensemble des conducteurs, sans plus de preuves que les propos rapportés, se met en grève pour une journée. Rapidement on apprend qu'il s'agit, purement et simplement, d'un mensonge, mais d'un mensonge plausible compte tenu de l'imaginaire de l'insécurité omniprésent aujourd'hui. Les auteurs d'un livre paru il y a quelques années, parlent de la « prise en charge » de l'incident par ce langage, d'où la possibilité d'être totalement imaginaire. Il y a un jeu de renvoi en miroir entre l'acte et le récit. Les stéréotypes fonctionnent de manière imaginaire dans une escalade vers l'horreur : si les cambrioleurs se sont contentés de voler quelques objets, les autres phases du vol seront évoquées comme ce qui aurait pu arriver. L'événement vécu devient seulement le point de départ dans l'exploration d'un horizon de débordements sinistres et de conséquences catastrophiques. On ne s'étonnera pas, alors, de voir, en ces temps tourmentés, des jeunes policiers inexpérimentés tirer sur tout homme en fuite, nécessairement « dangereux criminel » dans leur imaginaire. Inversement, on est de plus en plus effrayé de constater comment la haine monte en flèche dans nos lycées et nos universités jusqu'au point où les appels aux meurtres des juifs sont entendus au cœur même des universités les plus ouvertes à l'humanisme interculturel. Nous avons évité de justesse en France la confrontation juifs-arabes pendant la guerre du Golfe, malgré ses conséquences désastreuses sur le plan éducatif. Je ne suis pas certain qu'on puisse retenir la pulsion de mort collective largement en marche dans la jeunesse à l'heure actuelle. Comme l'indiquent les auteurs précités, il y a une relation entre les agressions, leurs amplifications et les stratégies de protection adoptées. La protection s'effectue en anticipant des incidents de plus en plus graves. C'est la « logique du pire ». La rumeur s'installe en écho et réactualise sans cesse une menace justifiant la permanence du sentiment d'insécurité. Ici entre en jeu l'écriture de presse, parlée ou écrite, qui commente le fait divers en le réduisant au maximum indispensable pour servir de support à la leçon qu'il s'agit de tirer. Ainsi dans le déchiffrement qu'il propose de l'agression, l'imaginaire du citoyen sécuritaire dépasse les circonstances d'un incident pour viser un horizon politique. On parle de l'incapacité des gouvernants. On fait le procès de l'Etat au lieu et place du délinquant. Puisque l'Etat ne parle que de réinsertion, de prévention, d'assistance à propos de la délinquance, il n'est pas du côté de la loi et de l'honnêteté. En fait, le discours à l'encontre de l'Etat est un discours d'orphelins évoquant la nostalgie d'une supposée société passée où le consensus suffisait à garantir la sécurité et qui était régie par le principe d'ordre hiérarchisé par des valeurs. La récrimination envers les divers agents du système étatique montre que les gens vivent en deuil d'un Etat-père dont les représentants n'arrêtaient pas de tenter de calmer l'angoisse collective par des pouvoirs de répression accrus et, souvent, inefficaces de par la logique même du système mis en place. Ainsi le citoyen sécuritaire d'aujourd'hui, est bien installé dans un imaginaire de l'insécurité qui peuple son inconscient de monstres toujours plus menaçants. Cet imaginaire est d'autant plus efficace qu'il s'étaye sur des angoisses archaïques de destruction, de morcellement, d'insécurité ontologique.

